

# A la Mutualité française, l'amour n'est plus mutuel

**E**NTRE la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) – qui représente près de 500 mutuelles – et ses salariés, le divorce est consommé. Et pas à l'amiable ! Le 14 février, la direction a annoncé un plan social : 85 postes devaient sauter d'ici à juillet, soit un quart des effectifs – délai repoussé jusqu'à novembre après négociations, a indiqué la FNMF le 5 mai.

Toute l'équipe du magazine maison, « Santé & Travail », notamment, est décimée, hormis le rédacteur en chef... qui n'aura plus grand monde à cheffer. Un choc pour ceux qui, en avril, vantaient encore le « *dialogue social* » à la une de leur trimestriel. Et un comble pour Eric Chenut, le président de la Mutualité, qui, huit jours après l'annonce, louait, sur l'antenne de France Inter, le bien-être au boulot et l'emploi des seniors : 59 % des salariés sur la sellette sont âgés de plus de 50 ans...

Pour justifier son dégraisage, la Mutualité met en avant la baisse des cotisations en contrats de santé, qui ont basculé des mutuelles vers les assurances. « *Ça fait dix ans*

*qu'on réduit nos dépenses* », explique Séverine Salgado, la directrice générale. Les délégués syndicaux n'ont pourtant vu personne se serrer la ceinture au cours de ces derniers mois ! Et, en décembre, le conseil d'administration, qui n'avait fait mention d'aucun péril imminent, prévoyait bien des départs... mais à l'horizon 2027 seulement.

## Dialogue social au palace

Les dirigeants ne semblent pas prêts pour l'austérité : réunion le 5 avril des 25 membres du bureau dans un hôtel de l'hippodrome de Saint-Cloud (coût : 19 000 euros), conseil d'administration à Vincennes le 15 juin (18 000 euros)... Mieux, pour son dernier congrès, en septembre à Marseille, la Mutualité a casqué 4,2 millions d'euros – un record. Sans compter les 2,5 millions d'euros investis dans la communication. Histoire de marquer le coût ? Quant à la facture du voyage d'études aux Etats-Unis, du 23 avril au

1<sup>er</sup> mai (25 explorateurs), elle s'élève à 121 000 euros. Rien n'est trop cher pour ausculter la protection sociale US.

Les éjectés ne reverront pas leurs bureaux, en cours de réfection dans le XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris – un immeuble valorisé à 110 millions d'euros, après 47,3 millions de travaux, dans lequel la FNMF doit reposer ses cartons début 2024. « *La rénovation du siège nous permettra de louer 7 000 m<sup>2</sup>* », se défend Séverine Salgado.

Cette location devrait permettre de revenir à l'équilibre financier. Et, donc, de conserver les emplois, répliquent les syndiqués pour l'instant sur un siège éjectable...

Vite, une réunion dans un cinq-étoiles pour discuter de tout ça !

**Fanny Ruz-Guindos**